



Press Statement

The Government's report on S-3 Consultations is a disappointment!

June 12, 2019 (Ottawa, ON) – The Congress of Aboriginal Peoples (CAP) is outraged with Canada's report on the Collaborative Process on Indian Registration, Band Membership and First Nations Citizenship. The report fails to make any solid recommendations to better the lives of non-status people, a distinct population. After years of consultations, many of our peoples will still be waiting to get status.

The report is the culmination of two years of consultation that began with Bill S-3, Canada's legislative response to the *Descheneaux decision*. That Bill included an amendment, added in the Senate, that would have reversed known sex-discrimination in the *Indian Act* that denies Indian Status to thousands of people.

The government has not committed to a timeline to implement this amendment. Even with solid recommendations from the Minister's Special Representative, Claudette Dumont-Smith, to remove the 1951 cut-off by Order-In-Council in June 2019, the government has failed to listen. Ms. Dumont-Smith also acknowledges the non-status and status community living off-reserve affected by the legislation, yet the government is leaving our people oppressed and marginalized yet again.

CAP led an extensive engagement process across the country and the views gathered from our communities of off-reserve, non-status peoples are not reflected in the government's report.

"We fear for our future generations - this failed process is a part of government's efforts to assimilate and eradicate the off-reserve Indigenous population. We are talking about people here, not pieces of paper. Having to wait to get your status and access to health and other benefits can make a big difference to a family struggling to make ends meet," says National Chief Robert Bertrand.

"How would any Canadian feel if the government told them they have less rights than their brothers and sisters? That is what's happening to us"

-30-

For media interviews please contact:

Jessica Dawson, Executive Assistant

613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org



Communiqué de presse

Le rapport du gouvernement sur les consultations du projet de loi S-3 est une vraie déception

Le 12 juin 2019, Ottawa, Ontario – Le congrès des peuples autochtones (CPA) est indigné par le rapport du gouvernement Canadien sur le processus de collaboration sur l’inscription des Indiens, l’appartenance à une bande et la citoyenneté des Premières Nations. Le rapport ne fait aucune recommandation concrète pour améliorer les vies des peuples sans statut qui représentent une population distincte. Après plusieurs années de consultation, une partie importante de notre population devra encore attendre pour bénéficier de son statut.

Le rapport conclut un cycle de deux ans de consultations initié par le projet de loi S-3 en réponse à la *décision Descheneaux*. Ce projet de loi inclut une modification proposée par le Sénat qui aurait corrigé la discrimination sexuelle dont la loi sur les Indiens fait état. Cette même loi qui exclut des milliers de personnes en leur refusant le statut d’Indien.

Le gouvernement n’a pas fixé de date pour la mise en œuvre de cette modification. Même avec des recommandations solides de la représentante spéciale de la ministre pour la suppression de la date limite de 1951 à travers des décrets en juin 2019, le gouvernement ne semble pas être à l’écoute. M^{me} Dumont-Smith reconnaît également que les communautés vivant en dehors des réserves sont affectées par les lois qu’elles soient bénéficiaires du statut d’Indien ou non. Seulement, une fois encore, le gouvernement laisse nos peuples autochtones opprimés et marginalisés.

Le CPA a dirigé un vaste processus de mobilisation à travers le pays et les points de vue recueillis auprès de nos communautés vivant hors réserve ainsi que nos communautés sans statut. Le rapport du gouvernement ne reflète pas ces points de vue. «Nous craignons pour les générations futures. Ce processus est un échec, et fait partie des efforts du gouvernement visant à assimiler et éradiquer la population autochtone vivant hors réserve. Nous parlons d’êtres humains ici, pas de bouts de papier. Le fait d’avoir à attendre pour obtenir le statut, d’accéder aux soins et à d’autres avantages sociaux peut faire toute la différence pour une famille qui peine à joindre les deux bouts », a déclaré le chef national Robert Bertrand. «Que penserait un Canadien si le gouvernement lui disait qu’ils a moins de droits que ses frères et sœurs? C’est ce que nous vivons»

-30-

Pour les demandes d’entrevues, veuillez contacter:

Jessica Dawson, Adjointe executive

613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org